

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants des résultats financiers de décembre 1996

### Excédent de 2,2 milliards de dollars enregistré en décembre 1996

Un excédent de 2,2 milliards de dollars a été enregistré en décembre 1996, comparativement à un excédent de 0,1 milliard de dollars en décembre 1995 :

- Plus de la moitié de cette hausse est attribuable à des facteurs liés aux calendriers, principalement celui des recettes, ce qui a entraîné une surestimation de l'amélioration de la situation financière en décembre 1996. Cette situation se rectifiera au cours du restant de l'exercice de 1996-97.

### Déficit en baisse de 13,2 milliards de dollars entre avril et décembre 1996

Pour la période de neuf mois comprise entre avril et décembre, le déficit s'est établi à 5,9 milliards de dollars, en baisse de 13,2 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 7,3 milliards de dollars (7,7 p. 100) d'une année sur l'autre. Cette hausse est en grande partie attribuable à des facteurs spéciaux, qui ont pour effet de surestimer la tendance sous-jacente des recettes budgétaires.
- Les dépenses de programmes étaient en baisse de 4,5 milliards de dollars (5,8 p. 100), principalement sous l'effet des compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont fléchi de 1,4 milliard de dollars (4,0 p. 100), traduisant ainsi la baisse des taux d'intérêt, plus particulièrement des taux à court terme.

### Le déficit de 1996-97 devrait être inférieur d'au moins 5,3 milliards de dollars à l'objectif fixé

Des facteurs liés au calendrier des recettes et la façon dont certaines mesures de compression sont mises en oeuvre surestiment la diminution réelle du déficit. Ainsi, le déficit au cours des trois derniers mois de 1996-97 et de la période comptable de fin d'exercice devrait être plus élevé qu'au cours de la même période l'an dernier.

Comme l'indique le budget de 1997, le déficit pour l'ensemble de l'année est maintenant évalué à pas plus de 19,0 milliards de dollars, c'est-à-dire inférieur d'au moins 5,3 milliards de dollars à l'objectif fixé. L'objectif de 1996-97 était fondé sur des hypothèses de planification prudentes, appuyées par une réserve pour éventualités de 2,5 milliards de dollars : cette dernière ne peut servir qu'à couvrir les risques découlant d'imprévus et non à financer de nouvelles initiatives stratégiques. Les compressions budgétaires crédibles appliquées par le gouvernement fédéral et les provinces et la faible inflation soutenue ont instauré les conditions permettant une baisse des taux d'intérêt, qui ont atteint des niveaux bien inférieurs aux prévisions du budget de 1996. Par conséquent, les frais de la dette publique devraient accuser un recul de 2,3 milliards de dollars par rapport aux prévisions établies dans le budget de mars 1996. Si l'on ajoute à ce facteur le contrôle rigoureux exercé sur les dépenses de programmes, il ne serait donc pas nécessaire de recourir à la réserve pour éventualités en 1996-97, et ce, pour la troisième année consécutive.



# La revue financière

Tableau 1

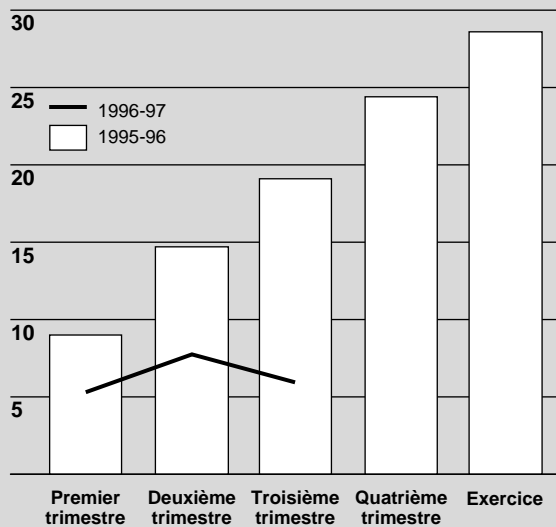
## État sommaire des opérations

	Décembre		Avril à décembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	12 946	14 173	94 562	101 830
Dépenses de programmes	-8 764	-8 344	-78 457	-73 961
Excédent de fonctionnement	4 182	5 829	16 105	27 869
Frais de la dette publique	-4 034	-3 638	-35 216	-33 795
Déficit/Excédent	148	2 191	-19 111	- 5 926
<b>Opérations non budgétaires</b>				
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	-915	822	-15 353	-2 932
Opérations de change	1 457	1 573	1 288	-2 206
Total des besoins financiers/source de fonds	542	2 395	-14 065	-5 138
Opérations de la dette non échue	-1 333	-914	19 555	1 751

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source nette de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin net de fonds.

### Le déficit fédéral de 1995-96 et de 1996-97

Cumul annuel  
en milliards de dollars



### Recettes budgétaires en hausse

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril et décembre 1996 ont augmenté de 7,3 milliards de dollars (7,7 p. 100). Cependant, comme il est expliqué ci-après, environ 60 p. 100 de cette augmentation est attribuable à des

facteurs spéciaux, qui ont pour effet de surestimer la tendance sous-jacente des recettes budgétaires et les répercussions sur le déficit pour l'ensemble de l'année.

Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (7 p. 100). Plus de la moitié de cette hausse est attribuable à l'augmentation des impôts versés à la date de production des déclarations, déductions faites des remboursements, et des acomptes provisionnels trimestriels, qui ont progressé d'environ 20 p. 100. Par contre, les retenues au titre du revenu d'emploi, qui ont marqué une hausse d'environ 2 p. 100 par rapport à l'an dernier, suivent de près l'évolution des revenus et de l'emploi. Les impôts versés à la date de production au cours du présent exercice ont trait à l'année d'imposition 1995. La montée en flèche des acomptes provisionnels trimestriels est en grande partie attribuable au fait qu'en 1996, un plus grand nombre de contribuables ont dû effectuer des acomptes provisionnels sur leur revenu non assujéti à des retenues d'impôt par rapport à 1995. Encore une fois, cette situation découle en grande partie de l'impôt à payer en 1995 et pourrait se traduire par des perceptions plus faibles lorsque les particuliers produiront leurs déclarations de revenus de 1996.

Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés sont largement supérieures à celles de l'an dernier. Cependant, cette hausse est en grande partie attribuable à des facteurs liés à la date de production des versements mensuels d'impôt des sociétés. Ces

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	Décembre		Avril à décembre		Variation en pourcentage
	1995	1996	1995-96	1996-97	
	(millions de dollars)				(%)
<b>Impôt sur le revenu</b>					
Impôt sur le revenu des particuliers	6 681	7 146	46 465	49 713	7,0
Impôt des sociétés	1 411	1 478	8 760	9 859	12,5
Autres	148	253	1 404	1 728	23,1
Total de l'impôt sur le revenu	8 240	8 877	56 629	61 300	8,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 340	1 554	14 320	14 105	-1,5
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 463	2 113	11 643	12 360	6,2
Droits de douane à l'importation	261	211	2 179	1 874	-14,0
Autres taxes et droits d'accise	679	604	5 300	5 960	12,5
Total des taxes et des droits d'accise	2 403	2 928	19 122	20 194	5,6
<b>Total des recettes fiscales</b>	11 983	13 359	90 071	95 599	6,1
<b>Recettes non fiscales</b>	963	814	4 491	6 231	38,7
<b>Total des recettes budgétaires</b>	12 946	14 173	94 562	101 830	7,7

dernières doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt à payer pour l'exercice précédent ou de l'impôt estimatif à payer au cours de l'exercice. Les sociétés ont 60 jours après la fin de leur exercice pour produire leurs déclarations de revenus et pour verser les soldes impayés. Par conséquent, plus de 30 p. 100 des sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés sont reçues au cours des mois de février et de mars. Les acomptes mensuels de 1995-96 étaient fondés sur l'impôt à payer en 1994. Toutefois, l'impôt à payer en 1995 a été sensiblement plus élevé que celui de 1994, de sorte que les acomptes provisionnels de 1995-96 ont largement sous-estimé l'impôt à payer pendant l'ensemble de l'année. Les sommes perçues pendant la période de règlement (février et mars) de 1995-96 ont dépassé celles de la période de règlement de l'exercice précédent dans une proportion de 34 p. 100. Au cours du présent exercice, les acomptes provisionnels devraient davantage correspondre à l'impôt libératoire à payer, car les bénéfices enregistrés en 1996 n'ont que légèrement augmenté par rapport à 1995. En conséquence, les sommes perçues au cours de la période de règlement du présent exercice ne devraient pas être aussi importantes que celles enregistrées en 1995-96.

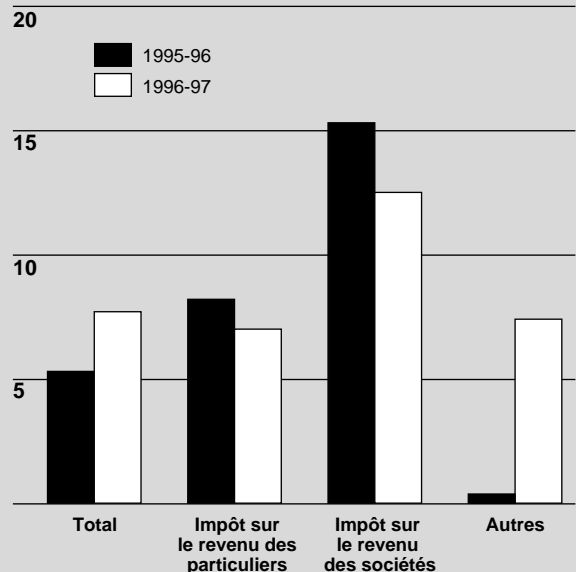
La diminution des cotisations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'abaissement des taux de cotisation et à la réduction des gains servant à calculer les cotisations.

Le total des taxes et des droits d'accise a augmenté de 1,1 milliard de dollars (5,6 p. 100) :

### Recettes budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à décembre

variation en pourcentage



- La moitié de cette hausse est attribuable à la reclassification de la taxe sur le transport aérien qui, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, est comptabilisée dans les recettes budgétaires au lieu d'être appliquée en réduction des dépenses de

# La revue financière

programmes. Même si cette reclassification influe sur les recettes budgétaires et sur les dépenses de programmes, elle n'a pas d'incidence sur le déficit budgétaire.

- Les recettes nettes de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (6,2 p. 100) d'une année sur l'autre. Plus de la moitié de cette hausse a été enregistrée en avril 1996, découlant de perceptions inhabituellement faibles en avril 1995 plutôt que de perceptions élevées en avril 1996. Le calendrier des rentrées est intervenu également pour une partie de l'augmentation, car les sommes perçues en décembre 1995 ont été amoindries par le report de certaines recettes en janvier 1996. Enfin, les remboursements ont été exceptionnellement faibles en décembre 1996. Compte tenu de la croissance des sommes brutes perçues, ils devraient augmenter au cours des prochains mois et réduire en conséquence les sommes nettes perçues. À l'exception des répercussions de ces facteurs, les sommes nettes perçues jusqu'à présent ont peu changé depuis l'an dernier.
- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 14 p. 100, en partie sous l'effet des réductions tarifaires prévues par l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.
- Exception faite de la taxe sur le transport aérien, les autres taxes et droits d'accise n'ont augmenté que de 2,5 p. 100.

L'augmentation des recettes non fiscales est largement compensée par la prise en compte de la deuxième tranche des recettes de seigneurage rattachées au lancement de la pièce de deux dollars (la première tranche a été comptabilisée au dernier trimestre de 1995-96) et au produit de la vente du système de navigation aérienne.

## Baisse des dépenses budgétaires

Entre avril et décembre 1996, le total des dépenses budgétaires, qui englobe les frais de la dette publique et les dépenses de programmes, a diminué de 5,9 milliards de dollars (5,2 p. 100). Cette baisse est attribuable à la réduction des frais de la dette publique et des dépenses de programmes.

Les frais de la dette publique ont fléchi de 1,4 milliard de dollars (4,0 p. 100), traduisant la baisse des taux d'intérêt, plus particulièrement des taux à court terme. Les compressions financières des gouvernements fédéral et provinciaux et le maintien d'un faible taux d'inflation représentent les facteurs qui ont entraîné cette baisse substantielle des taux d'intérêt.

Les dépenses de programmes ont accusé une baisse de 4,5 milliards de dollars (5,7 p. 100) entre avril et décembre 1996, comparativement à la même période en 1995-96, et ce, principalement à cause des mesures annoncées dans les budgets de 1994 et de

1995 en vue de réduire et de restructurer les dépenses du gouvernement fédéral, actions qui influent sur toutes les principales composantes des dépenses de programmes. Cependant, certains autres facteurs influencent la diminution enregistrée d'une année sur l'autre.

Cette situation vise tout particulièrement la diminution des transferts aux autres paliers de gouvernement. Dans le budget de février 1994, les droits des provinces au chapitre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) pour 1995-96 ont été bloqués au niveau de 1994-95. Par conséquent, les versements mensuels effectués en 1995-96 ont été concentrés dans les neuf premiers mois de l'année, des sommes ayant été versées jusqu'à l'atteinte des plafonds imposés aux provinces. Comme il a été annoncé dans le budget de 1995, à compter de 1996-97, le RAPC et le financement des programmes établis sont remplacés par une nouvelle subvention globale appelée Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS); la portion en espèces de ce transfert est versée sous forme de mensualités uniformes. Les variations d'une année sur l'autre sont donc fonction non seulement des compressions, mais aussi du mode d'application des transferts mensuels aux provinces. La totalité de la baisse au titre du TCSPS pour l'ensemble de l'exercice a déjà été comptabilisée dans les résultats financiers depuis le début de l'année. Le TCSPS pour le reste de l'exercice devrait correspondre aux versements de l'an dernier.

## Dépenses budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre,  
avril à décembre

variation en pourcentage

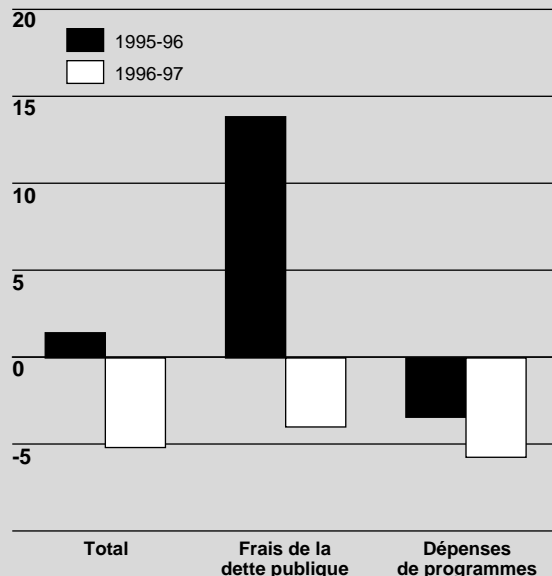


Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	Décembre		Avril à décembre		Variation en pourcentage
	1995	1996	1995-96	1996-97	
	(millions de dollars)				(%)
<b>Paiements de transfert aux :</b>					
<i>Particuliers</i>					
Prestations aux personnes âgées	1 773	1 809	15 703	16 136	2,8
Prestations d'assurance-emploi	1 141	932	9 167	8 597	-6,2
Pensions et allocations aux anciens combattants	109	112	1 039	1 017	-2,1
<b>Total</b>	<b>3 023</b>	<b>2 853</b>	<b>25 909</b>	<b>25 750</b>	<b>-0,6</b>
<b>Autres paliers de gouvernement</b>					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 341	1 267	14 889	11 325	-23,9
Transferts fiscaux	804	725	7 568	7 362	-2,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-166	-1 467	-1 513	3,1
<b>Total</b>	<b>1 982</b>	<b>1 826</b>	<b>20 990</b>	<b>17 174</b>	<b>-18,2</b>
<b>Autres</b>					
Subventions à l'agriculture	109	100	330	561	70,0
Programmes des Indiens et des Inuit	273	289	2 739	2 766	1,0
Développement régional	54	73	322	300	-6,8
Sciences et technologie	179	181	908	768	-15,4
Aide internationale	114	143	1 091	1 108	1,6
Autres	467	466	3 679	3 275	-11,0
<b>Total</b>	<b>1 196</b>	<b>1 252</b>	<b>9 069</b>	<b>8 778</b>	<b>-3,2</b>
<b>Total des transferts</b>	<b>6 201</b>	<b>5 931</b>	<b>55 968</b>	<b>51 702</b>	<b>-7,6</b>
<b>Paiements aux sociétés d'État</b>					
Société Radio-Canada	77	58	857	707	-17,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	201	173	1 393	1 359	-2,4
Autres	123	134	1 095	949	-13,4
<b>Total</b>	<b>401</b>	<b>365</b>	<b>3 345</b>	<b>3 014</b>	<b>-9,9</b>
<b>Dépenses de fonctionnement et en capital</b>					
Défense	747	810	6 931	6 453	-6,9
Toutes autres dépenses ministérielles	1 415	1 238	12 213	12 792	4,7
<b>Total</b>	<b>2 162</b>	<b>2 048</b>	<b>19 144</b>	<b>19 245</b>	<b>0,5</b>
<b>Total des dépenses de programmes</b>	<b>8 764</b>	<b>8 344</b>	<b>78 457</b>	<b>73 961</b>	<b>-5,7</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>4 034</b>	<b>3 638</b>	<b>35 216</b>	<b>33 795</b>	<b>-4,0</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>12 798</b>	<b>11 982</b>	<b>113 673</b>	<b>107 756</b>	<b>-5,2</b>

# La revue financière

Tableau 4

## Déficit et besoins financiers

	Décembre		Avril à décembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
<b>Déficit/excédent</b>	148	2 191	-19 111	-5 926
<i>Prêts, dotations en capital et avances</i>				
Sociétés d'État	382	176	3 010	872
Autres	1	-7	-215	-411
Total	383	169	2 795	461
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	-366	-428	-160	-413
Comptes de pension de retraite	2 440	2 635	6 222	6 596
Autres	-31	49	127	205
Total	2 043	2 256	6 189	6 388
<b>Autres opérations</b>	-3 489	-3 794	-5 226	-3 855
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	-1 063	-1 369	3 758	2 994
<b>Besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	-915	822	-15 353	-2 932

Tableau 5

## Besoins financiers, opérations de change et de la dette non échue

	Décembre		Avril à décembre	
	1995	1996	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
<b>Besoins financiers (-) / Source (+) (opérations de change exclues)</b>	-915	822	-15 353	-2 932
<b>Opérations de change</b>				
Réserves nettes de liquidités internationales	1 457	1 573	1 288	-2 206
<b>Total des besoins financiers/Source de fonds</b>	542	2 395	-14 065	-5 138
<b>Opérations de la dette non échue</b>				
Obligations négociables	2 450	6 106	27 556	28 103
Obligations d'épargne du Canada	-171	-273	972	2 962
Bons du Trésor	-3 800	-6 800	-4 350	-30 900
Autres	-14	-60	-4 342	1 929
Total partiel	-1 535	-1 027	19 836	2 094
<i>Moins :</i>				
Dette non échue détenue par le gouvernement	202	113	-281	-343
<b>Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens</b>	-1 333	-914	19 555	1 751
<b>Variation de l'encaisse</b>	-791	1 481	5 490	-3 387

Tableau 6

## Encaisse, dette non échue et dette au 31 décembre

	1995	1996
	(millions de dollars)	
<b>Encaisse en fin de période</b>		
En dollars canadiens	6 405	5 151
En devises	981	4
Total de l'encaisse	7 386	5 155
<b>Dette non échue</b>		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	250 080	278 125
Obligations d'épargne du Canada	32 359	34 390
Bons du Trésor	160 100	135 200
Autres	4 078	3 785
Total partiel	446 617	451 500
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	1 275	1 376
Total	445 342	450 124
Payable en devises		
Obligations négociables	11 097	12 257
Effets et prêts	0	2 079
Bons du Canada	4 115	6 839
Total partiel	15 212	21 175
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	0	0
<b>Total de la dette non échue</b>	460 554	471 299

L'augmentation de toutes les autres dépenses des ministères est entièrement attribuable à la reclassification de la taxe sur le transport aérien. En 1995-96, cette taxe a été appliquée en réduction des dépenses, tandis qu'en 1996-97, elle est prise en compte dans les recettes budgétaires. Si l'on tenait compte de cette reclassification, cette composante enregistrerait une baisse d'une année sur l'autre.

Parmi les autres composantes importantes des dépenses de programmes, notons que les transferts aux particuliers ont diminué de 0,6 p. 100 au cours des neuf premiers mois de 1996-97, parce que la hausse des transferts aux personnes âgées imputable à l'augmentation du nombre de personnes âgées et des prestations moyennes a été largement compensée par la baisse des prestations d'assurance-emploi et des pensions et allocations d'anciens combattants. La compression des dépenses a également entraîné un fléchissement des autres paiements de transfert, des paiements aux sociétés d'État et des dépenses liées à la défense.

## Baisse des besoins financiers

Les besoins financiers mesurent l'excédent des sorties sur les rentrées de fonds du gouvernement fédéral. Ils sont inférieurs au déficit pour l'ensemble de l'exercice parce qu'ils englobent également les opérations non budgétaires. Ces dernières portent sur les prêts, dotations en capital et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, d'autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif.

D'avril à décembre 1996, les opérations non budgétaires se sont soldées par une source nette de fonds de 3,0 milliards de dollars, comparativement à une source nette de fonds de 3,8 milliards de dollars pendant la période correspondante de 1995-96.

Par conséquent, les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à 3,0 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 1996-97, en baisse de 12,4 milliards de dollars par rapport à la même période en 1995-96.

# La revue financière

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien.

Pour les neuf premiers mois de 1996-97, les opérations de change se sont traduites par un besoin net de fonds de 2,2 milliards de dollars, comparativement à une source nette de fonds de 1,3 milliard de dollars à la même période, l'an dernier.

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, opérations de change incluses, s'est chiffré à 5,1 milliards de dollars en 1996-97, en baisse de 8,9 milliards de dollars par rapport aux besoins nets en 1995-96.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. Au cours des neuf premiers mois de 1996-97, le gouvernement a satisfait à ses besoins en prélevant 3,4 milliards de dollars sur

son encaisse et en empruntant 1,8 milliard de dollars auprès du secteur privé (opérations de la dette non échue). Pendant la même période en 1995-96, les emprunts nets nouveaux se sont élevés à 19,6 milliards de dollars.

## Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxes sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette, sont versés directement au Compte. Le solde de ce compte ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, éventuellement, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

### Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
	(millions de dollars)				
<b>Recettes brutes de TPS</b>	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048
Moins :					
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799
<b>Recettes nettes de TPS</b>	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374
<b>Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS</b>	19	71	90	129	135
<b>Produit net de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et d'actions de sociétés d'État</b>	2	110			325
<b>Dons à l'État</b>	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3
<b>Produits pour le Compte</b>	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835

Les données pour 1991-92, 1992-93, 1993-94, 1994-95 et 1995-96 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

Remarque : Dans le présent bulletin, les chiffres sont arrondis, et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.

Également diffusé sur Internet au <http://www.fin.gc.ca/>

*This publication is also available in English.*

Février 1997

